

***Actes de la journée du 13 octobre 2009
« Quelle place pour les initiatives citoyennes
en Midi Pyrénées »***



Avec le concours de l'AERA et Ressources&Territoires

Document réalisé par :

**L'association Solidarité Villes
Avec l'appui de Coop Conseil**



SOMMAIRE

Introduction	4
Gérard Gasselin, <i>Solidarité Villes</i>	5
Anne Péré, <i>APUMP</i>¹	7
Pierre Mahey, <i>ADELS</i>²	7
Présentation de 3 expériences nationales exemplaires	8
Catherine Aventin, <i>BazarUrbain</i>	9
Anne Cécile Parédes, <i>Bruits du Frigo</i>	12
Pierre Mahey, <i>Arpenteurs</i>	16
Que peut-on faire et comment ? Echange d'expériences, repérage des enjeux, des outils, des questions à creuser ...	18
ATELIER 1 :	19
<i>Expressions culturelles et espace public</i>	
Restitution de l'atelier 1 en plénière et mise en débat	
ATELIER 2 :	24
<i>Expert et/ou citoyen ?</i>	
Restitution de l'atelier 2 en plénière et mise en débat	
ATELIER 3 :	29
<i>Urbanisme participatif</i>	
Restitution de l'atelier 3 en plénière et mise en débat	
ATELIER 4 :	35
<i>Les échelles de la participation</i>	
Restitution de l'atelier 4 en plénière et mise en débat	
Clôture de la journée	41
Annexe : liste des participants	43

¹ Association des Professionnels de l'Urbanisme de Midi-Pyrénées

² Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale

Introduction

▪ Gérard GASSELIN, *Solidarité Villes*

Bonjour à tous et merci de votre présence,

Permettez-moi tout d'abord de remercier ceux qui ont participé, aux côtés de Solidarité Villes, à l'organisation de cette rencontre autour de la question : « *Quelle place pour les initiatives citoyennes en Midi Pyrénées ?* »

- L'AERA³, qui nous accueille dans les locaux du CMAV,
- « Ressources et Territoires » qui nous a aidé à préparer le dossier d'accueil et notamment la constitution d'une biographie synthétique des ouvrages et revues les plus pertinents,
- L'APUMP qui a participé à la diffusion,
- Je soulignerai surtout l'appui de l'Adels car l'idée de cette rencontre est née de l'envie de mobiliser les acteurs de Midi Pyrénées pour participer aux 12^e rencontres de la démocratie locale qui se dérouleront prochainement à Grenoble. Beaucoup d'entre vous connaissent cette association qui édite la revue Territoires et qui depuis 50 ans mène une action reconnue sur la citoyenneté, le développement local. L'Adels sera représentée aujourd'hui par Pierre Mahey qui anime l'Atelier Arpenteurs à Grenoble et que nous remercions vivement pour sa présence.

Il faut rappeler que ce n'est pas la première journée consacrée à la participation des habitants et à la citoyenneté. En novembre 2007, nous avons déjà organisé une journée sur le thème « *Quand les habitants reprennent la parole* ». Cette journée avait été un moment fort d'échange d'expériences et avait débouché sur des initiatives concrètes puisque, à la suite de cette journée, un groupe d'associations s'était constitué pour mettre en place la démarche **des Ateliers du Citoyen** qui est aujourd'hui opérationnelle à Toulouse.

Je souhaite que la même dynamique de travail débouche également sur des traductions concrètes qui permettent de trouver des terrains d'application à nos débats. C'est la raison pour laquelle, nous avons voulu, comme en 2007, mettre l'accent sur l'échange d'expériences plutôt que sur des réflexions théoriques.

Notre proposition, dont je souhaite que vous puissiez débattre dans les groupes de travail, est de créer **un réseau régional des initiatives citoyennes**, c'est-à-dire un espace d'échanges, de rencontres, d'innovation, d'expérimentation pour soutenir des acteurs de Midi Pyrénées souvent dispersés, isolés, et qui ont du mal à trouver des soutiens.

³ AERA : *Actions, Etudes et Recherches autour de l'Architecture*

Mais, pour introduire cette journée, je voudrais exprimer un constat largement partagé : il y a des problèmes de vocabulaire et donc de compréhension avec les mots de la démocratie : que celle-ci soit représentative ou participative, que l'on évoque la « participation », la « concertation », la « co-production », les mots masquent des représentations fort différentes suivant qui l'on est et d'où l'on parle. La confusion est parfois proche de la manipulation quand par exemple on parlera d'une réunion de « concertation » avec les habitants quand il s'agit surtout d'informer et de faire passer le message municipal...

Je citerai Pierre ROSANVALLON pour insister sur ces ambiguïtés génératrices d'incompréhension : « *le mot qui n'est pas juste séduit, le mot qui est juste conduit* »⁴. Je souhaite, au cours des ateliers, que l'on ne se laisse pas séduire par des mots « valises » qui masquent souvent le vide de la pensée. Je suggère par exemple, quand on parle de « participation » ou de « concertation » que l'on se pose deux questions simples qui permettent d'évaluer l'implication effective des habitants :

1) qui est à l'origine du processus : la collectivité locale ou les habitants ? et qui sont ces habitants ? Autrement dit : est-on dans une démarche descendante (top/down) ou remontante (bottom/up) ?

2) le dispositif permet-il un véritable partage du pouvoir de décision ou s'agit-il plutôt d'information, voire de concertation ?

Je dis cela pour donner un exemple de questions à se poser pour savoir d'où l'on parle et de quoi l'on parle...

Nous allons avoir l'occasion d'en débattre tout au cours de la journée qui est organisée en trois temps :

1) Tout d'abord, nous allons assister à une présentation de trois expériences présentées par des personnes qui sont investies aujourd'hui sur des démarches très originales de mobilisation des habitants :

- BazarUrbain
- Bruits du Frigo
- Arpenteurs

Suite à la présentation de chacune de ces expériences, nous laisserons place au débat.

2) Pour prolonger ses échanges nous partirons en ateliers en fin de matinée, afin de questionner des problématiques plus précises : La question des expressions culturelles et de l'espace public ; le questionnement autour de l'expert et du citoyen ; la thématique de l'urbanisme participatif ; enfin, les échelles de la participation.

3) Puis nous nous retrouverons en assemblée plénière.

Je vous souhaite une bonne rencontre !

⁴ Forum de la République des Idées "Réinventer la démocratie" organisé à Grenoble le 8, 9, 10 mai 2009

▪ **Anne PERE, APUMP**

Si nous sommes présents aujourd'hui, c'est parce que les urbanistes sont confrontés régulièrement aux questions de la participation. Cependant si l'on revendique la participation et que l'on tente de l'intégrer dans nos projets, ce n'est pas toujours clair sur la méthode, les moyens mis en œuvre, etc. Nous avons un positionnement de concepteur, mais ces questions de participation nous intéressent, et nous devons y réfléchir ensemble. C'est pour cela que nous entrons dans cette dynamique de débat pour continuer à échanger sur les initiatives existantes et croiser nos regards.

▪ **Pierre MAHEY, ADELS/ ARPENTEURS**

Je voudrais revenir sur la journée organisée à Grenoble, c'est une configuration un peu différente des nos modes d'actions habituels.

Nous voulons aller vers une réflexion plus globale sur 50 ans de démocratie locale, et réfléchir ensemble à ce que cela représente aujourd'hui mais aussi pour les 50 ans à venir. Derrière cela la question qui est posée est celle de l'innovation.

C'est une journée de grande envergure, qui va toucher toute l'agglomération. Nous allons « *tramer* » les rencontres, c'est-à-dire jouer avec les lignes du tramway pour articuler cette journée. Notre volonté est de faire la ville avec les habitants, et ceci passe dans un premier temps par l'évaluation du processus de participation mais aussi dans un deuxième temps par une participation ouverte au plus grand nombre, par exemple, avec les enfants.

Nous envisageons donc une journée ouverte, un débat ouvert, et présent dans différents lieux, afin de réfléchir sur comment trouver de nouveaux publics, comment mettre en place de nouvelles méthodes liées à la participation. Nous souhaitons donc qu'à la suite des débats d'aujourd'hui, vous veniez nombreux.

Présentation de trois expériences nationales exemplaires

BAZARURBAIN

Collectif pluridisciplinaire qui intervient sur l'espace urbain construit et social en mêlant réflexions et actions sur les usages, les ambiances et la conduite de projet.

BRUIT DU FRIGO

Bruit du frigo est un hybride entre bureau d'étude urbain, collectif de création et structure d'éducation populaire, qui se consacre à l'étude et l'action sur la ville et le territoire habité, à travers des démarches participatives, artistiques et culturelles.

ARPENTEURS

Arpenteurs se consacre aux processus démocratiques et durables de fabrication de la ville, à travers l'animation d'espaces de débat entre ses acteurs, l'organisation d'évènements de mobilisation, la programmation d'espaces et d'équipements publics, des actions de formation, des études actions et des réseaux d'échanges d'expériences.

▪ Catherine Aventin, *BAZARURBAIN*

Je viens présenter aujourd'hui le collectif « Bazarurbain ». Ce collectif compte une dizaine de personnes. Nous sommes situés pour la plupart à Grenoble, mais certains sont à Toulouse, Lyon, Paris... mais à l'origine, le collectif est grenoblois. Ce collectif est issu du rapprochement de doctorants issus du laboratoire CRESSON (Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain /UMR CNRS), de l'école d'architecture de Grenoble...

A l'origine, nous organisons des séminaires de travail et de débat autour de nos travaux. Puis, en 2001, nous sommes sortis du cadre universitaire pour le compte de la ville de Saint-Étienne.

C'est un acte qui pour nous est important car notre groupe de travail est issu de la recherche et je rappelle que nous sommes un collectif d'architectes, de sociologues, de politologues... Nous représentons un collectif à géométrie variable. Il est composé de chercheurs mais aussi d'enseignants à l'école d'architecture. Certains, ont une activité libérale.

Le prolongement de ce groupe de travail avait pour objectif d'impliquer, d'injecter les outils de la recherche dans les projets urbains.

Le Bazarurbain a ainsi été en 2007 lauréat du Palmarès des jeunes urbanistes.

Le point central, fondamental, c'est le terrain. Pour nous, le terrain est primordial, et c'est ce sur quoi l'analyse du projet doit porter, nous voulons être 'in situ'. Le lieu est incontournable pour tous les acteurs du projet, qu'il s'agisse des professionnels comme des habitants. C'est la posture que nous adoptons pour toutes nos études.

La méthode que nous utilisons permet de nommer, d'ordonner des corpus à la fois techniques, sensibles et d'usages. C'est ainsi qu'est permise une révélation du lieu à travers l'observation mais aussi à travers le récit. Nous entrons dans un projet en prenant en considération trois modes :

- Les usages ;
- Les ambiances ;
- Les jeux d'échelle ;

Nous essayons de mettre en place une concertation des acteurs, des élus, des professionnels et des habitants car nous pensons qu'ils doivent apprendre à travailler ensemble.

Un autre point concerne la question de l'ambiance. Nous sommes issus d'un laboratoire qui travaille sur ce concept issu de la recherche. Les ambiances sont à la croisée des différentes dimensions :

- La dimension sensible ;
- La dimension technique (le bâti, la voirie,...) ;
- La dimension sociale (les pratiques et l'imaginaire d'un lieu)

L'élaboration de tout projet se fait sur cette base. Cela permet l'élaboration de projets riches, intéressants au niveau des propositions que nous pouvons faire. Chacun joue un rôle qui est lié à sa compétence.

Nous travaillons à différentes échelles, des grands territoires aux plus petits. Nous travaillons avec différents outils et différentes méthodes sur les lieux sur lesquels nous nous déplaçons.

Nous réalisons des entretiens avec les différents acteurs, des entretiens sur site, des parcours, des ateliers. Ceci, pour tous les acteurs, car nous croyons aux bienfaits des expériences partagées. Cela permet de constituer un corpus partagé entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.

Pour prendre un exemple d'intervention, nous menons des opérations de concertation entre les différentes opérations de programmation.

Autre exemple, nous travaillons sur les parcours, le récit en marche. Nous travaillons beaucoup avec la méthode du récit du lieu par les parcours. Cette méthode se décline différemment suivant les contextes. L'idée est d'avoir des récits situés avec une parole descriptive du lieu et de ses usages. Ensuite nous confrontons les points de vue différents.

Notre démarche ne consiste pas à demander aux gens ce qui ne va pas mais plutôt à demander aux gens de nous décrire les lieux, ce qu'ils voient à l'instant où on leur pose la question.

Par ailleurs, des photos sont prises sur les parcours à partir des paroles recueillies, Nous pouvons par exemple construire un abécédaire, remis ensuite à tous les participants de l'expérience. Ce n'est pas un travail final mais un outil, c'est un échange.

Débat

Question 1 :

J'aurais aimé avoir plus de précisions sur le contenu concret de la démarche. Concrètement, est-ce que cela débouche sur un cahier des charges pour un projet d'aménagement par exemple ?

Réponse :

Cela dépend de la commande initiale. C'est un premier pas pour montrer aux commanditaires ce que l'on pourrait faire, c'est-à-dire montrer l'approche de nos méthodes.

Après, cela peut déboucher sur de la programmation, de l'aide à la programmation. On va dégager des enjeux que l'on décline en termes d'ambiance, en termes d'usage. On le confronte à la situation actuelle et on soulève les enjeux et les pistes de programmation.

Cela peut se traduire par un travail avec la maîtrise d'oeuvre. Ce travail est remis à la ville mais aussi à la maîtrise d'oeuvre.

Question 2 :

Quel est le retour des gens qui ont participé à ces marches ?

Réponse :

Je n'ai pas prononcé le mot « participation », cela me gêne un peu, ce que j'ai présenté c'est un apport, des traces, des objets, des paroles données, rendues, et c'est à partir de là que l'on amorce le débat. Mais cela dépend du type d'actions. Il y a souvent des allers-retours. C'est là que nous voulons voir de la participation, à partir du moment où les habitants vont pouvoir faire avancer, infléchir le projet. Nous ne sommes pas les seuls aux commandes.

Nous pouvons engager des démarches de participation, ou élaborer un document de travail sur ce thème, mais la participation, ce n'est pas une fin en soi.

Question 3 :

Quand on parle de « participation », on met en place un référentiel commun, c'est un moyen de rééquilibrer les choses. Mais les notions que vous employez, la notion d'ambiance n'est-ce pas trop technique ?

Réponse :

C'est à la fois technique, et non technique.

Parfois, on peut confronter des mesures aux perceptions. Par exemple, sur la question de gênes liées au bruit, on parle de « gênes » mais pas seulement. Parfois ces mesures sont des moyens de mesurer la distance entre une réalité et des perceptions. Ce n'est pas que technique.

▪ **Anne Cécile Paredes, *BRUITS DU FRIGO***

Bruits du Frigo est une structure hybride entre le bureau d'études urbain et un courant d'éducation populaire. À l'origine, les deux créateurs se posaient la question de la place de l'habitant, de l'usager, un questionnement peu présent à l'époque.

Bruits du Frigo est un collectif de salariés, de professions diverses, sociologues, politologues... Nous sommes aussi une structure à géométrie variable, dans le sens où notre équipe grossie en fonction des projets, et nous pouvons être amenés à intégrer des plasticiens, des vidéastes,...

Tout d'abord, notre démarche est de croiser les arts, la ville et la participation.

Nous oeuvrons à l'émergence de formes diverses qui puissent être une manière d'imaginer la ville autrement, à la croisée de l'art et de la ville. Et ce, à petite ou à grande échelle.

Nous portons une grande attention aux pratiques quotidiennes, à l'ordinaire, aux usages de la vie de tous les jours, aux usages courants. Ce sont pour nous des leviers pour mettre en place des actions avec les usagers.

Nous nous considérons comme des activistes du quotidien, en travaillant sur des expériences urbaines et humaines et selon des méthodes de travail qui s'ajustent. Elles correspondent à différentes phases qui parfois se combinent, parfois s'ajustent.

- Il y a tout d'abord la période de repérage, on repère seul, en faisant un repérage physique du territoire et de ses potentiels d'usage.
- Ensuite, il y a une phase intermédiaire, celle de la mobilisation fondée sur des ateliers participatifs. Parfois il n'y a personne, parfois quand il y a du monde, on constate que ce sont toujours les mêmes personnes, et que parfois les individus ne sont pas toujours dans une logique d'intérêt collectif.

Concernant la question de l'art et de l'urbanisme, nous proposons des formes d'actions collectives partagées, que nous considérons comme une manière détournée pour faire venir les gens.

C'est suite à cette phase de mobilisation que nous profitons de faire des ateliers urbains participatifs.

Nous proposons une entrée nouvelle, une nouvelle manière de faire participer les gens, les usagers, les citoyens, les volontaires, pour faire de la prospective urbaine. Mobiliser, c'est faire émerger et accompagner les démarches urbaines par les habitants. C'est ce que nous appelons les « ateliers d'urbanisme utopique ». C'est un travail sur le désir, rêver la vie, autrement que bornée par des questions de faisabilité. Nous sommes là pour mettre des images sur les idées qui émergent. Par contre, nous faisons attention à ne pas faire croire que toutes les idées vont sortir mais plutôt que l'on va tenter de faire émerger des projets d'intérêt collectif.

Je peux vous citer deux projets en exemple. Par exemple nous pouvons travailler avec des résidences d'artistes sur des projets urbains : L'objectif étant de voir comment l'art peut-être un

vecteur dans ce cadre et inversement comment l'art peut faire entrer des inflexions dans une prospective urbaine.

Autre exemple, nous avons été appelés par une petite ville, traversée par 1200 camions par jour. Nous avons organisé une déviation, et l'on a constaté que le bourg et ses habitants étaient bouleversés car plus personne n'avait l'habitude de marcher dans la rue. Un photographe est venu faire des photos de cette rue « bloquée » pour l'occasion.

Nous travaillons principalement dans les villes, là, nous avons travaillé à la campagne, et c'est un rapport de proximité que nous avons beaucoup apprécié.

Ces actions performatives sont faites avant tout pour permettre la rencontre, la démarche contextuelle, c'est-à-dire que l'on monte l'action en fonction des contextes et des endroits.

Ici la photo est le support pour faire se rencontrer des gens, les faire venir pour autre chose mais malgré tout pour les impliquer dans une démarche prospective.

Un autre exemple que nous pouvons citer, c'est un travail de résidences d'artistes dans un quartier d'habitat social. Nous avons réalisé un travail pédagogique par l'image. Et nous avons travaillé sur la notion de l'espace public.

Nous avons travaillé sur un porche. L'objectif de la résidence, de l'atelier utopique, était de proposer une action mobilisatrice pour faire remonter les imaginaires sur « l'après-porche ».

C'est un quartier qui n'était pas une priorité pour la ville. Notre travail a consisté à retrouver des modes d'implication des habitants au travers de cet objet. Ainsi, on a pu créer une action culturelle ponctuelle. Dans l'immeuble qui devait être démoli, nous avons une cuisine, un bar, un cabinet d'architectes et des salles plus générales de convivialité.

Nous avons travaillé durant trois semaines d'intervention dans le quartier, travaillant sur les espaces publics privilégiés pour les enfants. Nous avons tenté de créer un passage entre la ville et le quartier. Le restaurant est resté ouvert car dans la cuisine nous pensions faire des résidences et les femmes du quartier ont investi cette cuisine et ont fait à manger tous les jours. Ça a été un moyen pour faire émerger des discussions, impliquer les gens, par le biais de la cuisine. Nous avons aussi laissé la possibilité aux gens d'écrire sur les sets de table leurs problèmes quotidiens.

À la fin des repas, nous organisons des discussions autour des cafés. C'était avant tout de la discussion et de l'échange. Pour ceux qui voulaient s'investir plus il y avait les ateliers utopiques. Dans le quartier cela a permis le croisement du public.

Notre objectif était de laisser à chacun un moyen de trouver son mode d'implication. Cela s'est concrétisé par le fait de faire vivre ce porche. Le laisser investir par les gens du quartier qui en acceptent la modification. C'est une action citoyenne culturelle. À la fin, l'action se termine par une exposition afin de faire venir les gens et les faire échanger, discuter.

Cette action a permis de rassembler bailleurs, habitant, cuisinières,... elle a permis de donner du sens au débat et de donner une place à chacun.

Débat

Question 1 :

Sur la première expérience, combien y avait-il d'habitants ?

Réponse :

Nous avons compté entre 300 et 400. Ça a été un véritable bonheur de travailler dans l'espace rural, c'est un échange de proximité, un contact plus simple, et la parole circule vite.

Question 2 :

Avez-vous eu un retour sur le ressenti de la performance ?

Réponse :

Une grande satisfaction, pour eux ça a été une expérience très agréable à vivre. Certains, ne se sont pas rendu compte du pourquoi ils étaient là mais ça ne concerne pas tous les habitants. C'est vrai qu'il faut souligner que sur les 300 habitants tous n'étaient pas dans une démarche de prospective urbaine.

Question 3 :

Ca a abouti à quoi ?

Réponse :

L'objectif du travail sur le porche avec un cabinet d'architectes était de faire remonter les besoins des habitants, et cela a permis le lancement d'un appel d'offres.

Pour l'autre projet, cela a débouché sur une proposition d'aménagement temporaire de la route en question. Par la suite, beaucoup de villages nous ont contactés.

Question 4 :

Concernant la deuxième expérience, combien de temps a duré ce bar ?

Réponse :

Trois semaines d'intervention mais avant cela il y avait eu trois ans de travail par les agents de terrain, de mobilisation des associations, des agents de la transformation urbaine et des habitants. Nous travaillons sur l'existant, c'est essentiel parce que si l'on repart de zéro, on crée du vide. Nous sommes supports.

Question 5 :

Quelles relations y 'a-t-il entre les usagers et le poétique ?

Réponse :

C'est assez fort, il s'agit de trouver un curseur. Les activités artistiques entrent dans les problématiques urbaines, l'idée c'est de se dire que dans les années 70 des groupes de plasticiens avançaient déjà cela. Nos questionnements sont articulés autour du comment ne pas niveler des champs entre ce qui est artistique et ce qui ne l'est pas, surtout quand on arrive à les placer au même niveau, on arrive à avoir un potentiel poétique.

Question 6 :

Mais le poétique n'est pas l'artistique...

Réponse :

Pour moi le poétique est de l'artistique, on s'appuie sur ce qui est beau à regarder et à vivre.

Question 7 :

A combien évaluez-vous le travail que vous faites ?

Réponse :

Pour faire cela il faut de l'argent. Notre prestation peut aller jusqu'à 20 000 €. Concernant le projet dans le milieu rural nous l'avions estimé à 25 000 €.

▪ Pierre Mahey, *ARPENTEURS*

Il y a forcément des connivences avec les autres expériences, Bazarurbain et Bruit du frigo. En effet, il y a peu de structures qui fonctionnent comme nous. Je pense que vous avez rassemblé ici 50 % du potentiel français engagé sur les démarches participatives dans l'urbain...

Pour présenter Arpenteurs, nous pouvons dire que nous sommes un peu les « grands-pères ». Nous venons de Grenoble. À la base, nous sommes de formation architectes et urbanistes, cela a dévié depuis plus de 15 ans. De projets urbains nous sommes passés à une forme de militance pour la participation.

Peu de gens, dans les années 80 étaient dans cette démarche, cette méthode. Nous avons balisé des questions en termes de méthodes sur la participation avec l'idée que les réponses étaient plus chez les gens, les habitants, que chez nous mêmes, qui sommes les poseurs de questions. Aujourd'hui, le problème est politique, on constate un écart entre le peuple et les dirigeants.

Il faut trouver d'autres manières de mobiliser les gens autour de l'intérêt général. La question du partage des pouvoirs est posée.

Nous constatons qu'il y a une autre urgence : la ville et la démocratie se délitent dans des contextes assez similaires.

- La démocratie se construit sur un éloignement entre ceux qui subissent et ceux qui décident. Ce n'est pas évident, c'est parfois impossible de passer de l'un à l'autre. Par ailleurs, les vagues migratoires ont entraîné la construction d'une démocratie qui va devoir tenir par la force car elle tient à une logique d'intégration des populations par la décision.
- La ville se construit avec quelques outils : la résidentialisation, on fait de l'urbanisme de clôtures. Construire l'espace public c'est construire un espace d'altérité. C'est cette question qui nous a forcé à faire les villes c'est-à-dire devant la nécessité de se rencontrer l'autre, sachant que l'autre était un étranger. Pour le rencontrer, il faut trouver des espaces où on est en situation d'égalité. Il y a la ville et l'espace qui permettent cela. Si la ville ne le permet plus, il faut faire un travail de différenciation des espaces selon une logique de barbarie. C'est-à-dire en construisant les limites de l'entre soi, comme nous en avons aujourd'hui, celles qui créent des séparations entre les hommes.

L'urgence est là, si l'on arrive pas à trouver des moyens d'échanger, si l'on a pas cette exigence là, on va droit dans le mur. Pour moi, faire la société, c'est sortir de la barbarie en faisant « la ville » car aujourd'hui la ville crée de la barbarie et nous devons lutter contre cela. Par exemple aujourd'hui, la

dimension H.Q.E est très présente. Cependant cette dimension est avant tout technique et très souvent il n'y a pas la prise en compte des personnes : donc cette approche est très limitée.

Nous pouvons citer le projet « Karavane » à Dunkerque afin d'illustrer notre travail. Ce projet part d'une étude sur les méthodes de la participation essayant de croiser et d'aller à la rencontre de nombreuses personnes sur des territoires différents. L'étude a porté sur les 10 points de la participation avec une focale sur certains points comme par exemple la question de la formation : « *Faut-il former les habitants ? Former les techniciens ?* »

Nous arrivons à la question de la « *capacitation* », c'est-à-dire comment trouve-t-on des capacités que l'on a en soi et que l'on n'exploite pas. C'est aussi la capacité à mieux comprendre les éléments de contexte pour agir collectivement dessus. Comment mieux maîtriser l'existant pour agir collectivement ?

L'idée de processus est intéressante, un processus dans lequel chacun est important. Ce qu'il faut éviter c'est de laisser chacun dans ses propres problèmes, il faut entrer dans une pratique de défense de l'autre. Ce qui est intéressant, c'est de trouver un projet de participation qui permette d'engager un processus.

Nous travaillons avec des associations existantes car aller chercher des collectifs est une démarche très difficile. Leur présentation est l'occasion de créer un livret, le livret est un outil d'échange. Nous avons monté d'ailleurs à ce sujet le réseau de livrets au niveau national qui s'est étendu jusqu'en Belgique. Aujourd'hui le réseau se porte de lui-même, entre des sans domicile fixe du nord, des jeunes porteurs de projets à Grenoble etc. Ce réseau crée des rencontres et des lieux d'intelligence collective. Ce qui ressort, c'est que chacun a des choses à amener et ces lieux qui sont des lieux de rencontres entre élus, techniciens, femmes, sans domicile fixe, jeunes... Ce sont des lieux « hors territoire » donc on arrive à faire pousser les idées, à traiter les questions que l'on ne traiterai pas dans un autre contexte. Il y a plusieurs années, on s'est rendu compte que ces initiatives étaient méconnues. D'où le projet de la « caravane », c'était un événement un rebond. De Grenoble, durant les rencontres de l'ADELS ce projet va circuler à Paris, en Belgique, et si quelqu'un veut l'accueillir, il pourra aussi venir dans le Sud.

Que peut-on faire et comment ? Échange
d'expériences, repérage des enjeux, des outils,
des questions à creuser...

ATELIER 1 :

Expressions culturelles et espace public

ATELIER 2 :

Expert et/ou citoyen

ATELIER 3 :

Urbanisme participatif

ATELIER 4 :

Les échelles de la participation

▪ **ATELIER 1 : Expressions culturelles et espace public**

1. Pour commencer nous pouvons essayer d'échanger pour essayer de **définir collectivement ce qu'est qu'une pratique culturelle ?**

- C'est la communication, la communication avec l'autre
- C'est l'ouverture, la découverte

Nous pourrions définir la culture comme un moyen d'entrer en contact avec l'autre d'une manière globale. La culture c'est un rapport à l'individu ou au collectif, il y a là la question de l'identité qui est posée.

Il y a, de manière sous-jacente, la question de l'identité, de l'appartenance, du rapport entre individus et la société, ça renvoie à ce que l'on est.

L'enjeu de l'artiste, est de donner une place à l'autre et de rester lui-même, comme chaque personne a une place dans un projet. Par exemple, au sein des projets participatifs, il y a parfois une confusion des rôles et des places de chacun.

Dans la pratique il y a la notion d'expression individuelle et collective.

Parfois des actions sont menées avec des artistes dans les quartiers mais cela reste très limité. Il faut se poser la question de qu'est-ce que cela produit après, même si les gens prennent du plaisir à le faire, parfois les projets manquent de sens. Nous avons vu tout à l'heure avec l'exemple de Bruit du Frigo que les projets étaient aboutis car la création artistique débouche sur un vrai débat sur l'espace public, ses fonctions, ses transformations souhaitables...

2. La notion du **projet** qui se dessine dans cet atelier comme structurant d'une réflexion de l'espace public

- Il y a une notion de projet qui est indéniable.
- Il y a également une dimension économique. Par exemple, les projets portés par Bruit du Frigo répondent à une commande, à des crédits « Politique de la ville », cependant ces crédits se réduisent donc il faut se poser la question : comment continuer ?

La question du projet, à travers l'exemple des ateliers d'urbanisme utopique avec les habitants rappelle le fait qu'il faut toujours être lié à une structure existante. Par ailleurs, le projet doit toujours

être donné à l'espace public, afin de laisser une trace, une empreinte dans l'espace que chacun peut s'approprier.

L'artiste n'est qu'un support dans le cadre des ateliers par exemple les participants sont libres de leur imaginaire. À travers la pratique, on donne des moyens d'expression, mais ce sont des moyens de se réapproprier le savoir. Autre point, sur les ateliers, il y a toujours un apport d'outils, une dimension d'apprentissage de l'expression.

3. Pour continuer sur le thème de la journée, nous pouvons nous questionner sur comment donne t'on à voir l'expression culturelle dans l'espace public.

Nous pouvons nous situer dans l'histoire du Land Art qui est une pratique à différentes échelles, se balader, voir, écouter, vivre le lieu,... Nous essayons de nous inspirer de notre propre expérience, de nous approprier les choses par la marche dans les espaces Comme par exemple, avec des parcours urbains, que l'on appelle aussi des « diagnostics en marchant ».

Concernant cette dimension d'espace public il y a la question du « voir ». Suivant l'oeil on voit différentes dimensions mais il est important de savoir où on se place.

On remarque que l'on revient toujours sur la question de « l'entre soi », l'atelier prouve l'enjeu des pratiques, l'enjeu de diluer les espaces pour les coproduire avec différents acteurs qu'il s'agisse de techniciens, d'habitants, d'élus, autour d'une question commune. L'enjeu est de décroquer, de sortir de l'entre soi.

4. Quels sont les enjeux et les problématiques que cette question soulève ?

- Il y a des gens qui savent mettre autour de la table des habitants, des acteurs, mais comment faire concrètement ?

Parfois la difficulté vient des élus, le temps long de la négociation pour convaincre les élus à entrer dans la démarche est un frein, ils ont peur de perdre le pouvoir, et cela par méconnaissance. Les gens ne comprennent pas toujours quels sont les objectifs communs il y a de la peur, de la méfiance, de la méconnaissance et cela révèle un enjeu fort dans l'information et la sensibilisation des élus et techniciens.

Le rapport aux habitants comporte aussi des contraintes, il y a parfois des militants.

Le levier est souvent dans la construction « d'un ensemble »

Dans tous les cas il faut partir du savoir, partir des pratiques, de l'existant. Par ailleurs, il faut souligner la difficulté à mettre en place ces démarches sans conviction de l' élu, car quand il n'y a pas de traduction, on est dans de la frustration.

Autre problème, les temporalités, monter un projet collectif est long, et ce peut être un facteur de démobilisation.

Par ailleurs, nous disions tout à l'heure qu'il fallait prendre appui sur les acteurs de terrain, mais parfois certains d'entre eux n'ont pas de vision globale alors que quand on parle de culture il y a une dimension globale, sociale.

Pour revenir à la question du projet, même si l'action culturelle ponctuelle est importante, il faut s'assurer que le relais sera pris par la suite et que le projet collectif produira quelque chose.

Pour revenir sur le thème, nous pouvons dire que, quelles que soit les pratiques, c'est le sens qui est important, il faut un travail sur la symbolique. Il faut changer les échelles de valeur. L'idée est de passer par la coproduction, de l'élus à l'habitant. Faire se rencontrer des gens qui ne se rencontrent pas car c'est un levier. Le propre de l'art c'est d'aller là où on ne l'attend pas, quel que soit l'espace.

Il est important aussi de poser la question de l'évaluation, on ne peut pas demander les mêmes choses évaluatives autour d'un projet culturel et autour d'un projet urbain. Souvent un projet collectif construit une mémoire collective mais, comment évaluer cela ?

5. Conclusion

Si l'on doit conclure, nous pouvons dresser un certain nombre de constats :

- Il est difficile de mettre autour de la table des gens différents et de les faire échanger autour d'objectifs communs
- La question de la mobilisation des habitants est compliquée, celle des élus également.

Restitution de l'atelier 1 en plénière et mise en débat

La question des modes d'expression est présente. Souvent nous sommes figés dans une « forme », c'est la réunion, nous figeons une rencontre liée à la participation. Au sein de l'atelier, nous avons vu et développé des formes d'expression qui passent par d'autres rouages, comme le corps.

Il faut faire attention à ne pas confondre intérêt commun et culture commune. Il faut bâtir une culture commune mais attention à ne pas isoler les gens, il faut sortir de l'entre soi.

Avant l'intérêt commun, il y a d'abord le consensus sur la nature de l'échange.

Nous avons travaillé sur la terminologie « pratique culturelle », mais cela a abouti à la question de l'expression culturelle.

- L'espace public appartient à tout le monde, c'est un espace où l'on se croise, il faut changer l'espace public car le public ne sait plus ce que c'est. On parle d'espace collectif plutôt que de travail sur l'espace public. C'est un ancrage physique, spatial ou l'être a une place. Ça renvoie à des notions identitaires.
- Qu'est-ce que peut apporter la culture ? La culture, c'est avant tout des formes d'expression, des esthétiques qui permettent aux gens d'être légitimes dans l'espace public. La culture est essentielle, ce n'est pas une cerise sur le gâteau, encore moins un prétexte.
- La coproduction n'est pas innée. Le sens que l'on donne aux actions participatives, comment la parole est réinjectée dans le projet, demande de la vigilance. Il faut toujours garder de la vigilance pour que le projet soit pérenne. La notion de coproduction est importante, et elle se décline tout au long du projet
- Dans le cadre de projets présentés ce matin, on installe des dispositifs « ad hoc » mais on va installer un dispositif de participation qui se calque sur le projet existant. Souvent les habitants s'effacent quand le projet débute et réapparaissent quand il faut présenter le projet. Quand on se penche sur l'évaluation et que l'on interroge les gens, ce n'est pas tant le projet qui est important. Le temps du projet est très investi par les élus et il est subi par les habitants, alors que c'est un moment qui devrait être consacré à la participation.
- Dans l'atelier culture et espaces publics le mot liberté n'a pas été prononcé. Il y a une difficulté à participer quand on ne se sent pas légitime, et que l'on ne croit pas avoir la liberté de s'exprimer.

- Quelqu'un disait ce matin qu'il ne fallait pas confondre espace public et espace étatique, l'espace public est un lieu ouvert que l'on peut pratiquer individuellement et collectivement.
- Il faut réinterroger les espaces, quels qu'ils soient en gardant à l'esprit que même dans un village, dans le rural, on réinterroge les lieux, et on apporte un autre regard sur l'espace. Quand cette question est bien amenée, ça marche et les gens sont au rendez-vous.
- Le mot liberté a été écrit sur le tableau, mais l'espace public est vite saturé par les publicités et le mobilier urbain. Ça n'empêche pas d'imposer de nouvelles libertés.
- Souvent, ça marche, les habitants viennent, ils restent et l'on peut travailler sur la question de la transformation des regards, car le regard de l'urbaniste aussi doit évoluer. La question est posée, comment favoriser le changement de regard du côté des professionnels ?
- La liberté, tout le monde l'a, même la liberté de s'approprier un espace privé ou un espace public. À partir d'un bilan des besoins sur le quartier, comme par exemple avec l'usine Job, nous avons réussi à partir d'un projet élaboré avec les experts, à partir d'une lutte, à construire un projet.
- Quand cela passe par des luttes urbaines, cela crée de la cohésion.
- Il y a la liberté mais il ne faut pas nier qu'avec les politiques publiques on est parfois dans de la confiscation des espaces publics. Quand nous arrivons dans un quartier, on se rend compte, par de petits exemples que les gens se sont appropriés l'espace public. C'est souvent ponctuel et anecdotique. Nous sommes des catalyseurs qui mettons en vitesse les énergies d'un territoire. La coproduction n'est pas une habitude mais c'est surtout le fruit des individus, au regard de leur histoire.
- La pluralité des espaces publics est essentielle. L'espace public se dégage petit à petit des espaces d'expression, de transgression qui essayent de coller le plus au territoire. Il y a l'espace public politique et l'espace public. Entre les deux, les moments et les lieux, la prise de parole sont différents.

▪ **ATELIER 2 : Expert et/ou citoyen**

1. Dans un premiers temps, nous allons nous questionner sur **les processus qui contribuent au renforcement du pouvoir de l'habitant à la capacité citoyenne.**

Pour cela, nous pourrions formuler un état des lieux existants en Midi-Pyrénées, un bilan des formes de participation existantes.

- Une des stratégies les plus courantes actuellement est de gommer le facteur temps. On agit dans l'immédiateté. Lutter contre la transformation de l'individu comme simple consommateur, c'est restaurer la notion de temps à travers un programme, un agenda. La décision est très ponctuelle, l' élu ne doit pas prendre de décisions mais s'inscrire dans une temporalité de programme que l'on peut ajuster en chemin.
- Les initiatives citoyennes sont rares, l'initiative est un monopole des élus. Les initiatives de citoyens, qui partent vraiment du territoire sont plus rares. Le terme de citoyen se rapporte exclusivement à l'espace public ou au bien commun.
- La démocratie participative c'est le projet politique qui se fait à l'autre bout du monde, comme Porto Allègre. En prenant le pouvoir, on peut instaurer à une vraie démocratie locale entre habitants, la mairie et les techniciens. En France cela n'existe pas.

2. La question **des niveaux d'expertise** est posée.

- Les élus veulent s'appuyer sur des constats d'experts pour mettre en place une démarche participative. De nombreuses personnes se sentent intéressées mais ne se sentent pas à la hauteur, beaucoup viennent pour recevoir une parole d'expert. Exemple des ateliers d'écriture : les personnes viennent pour qu'un écrivain leur apprenne des techniques d'écriture. Il y a finalement peu de participation à ces ateliers. Les gens sont moins concernés, n'ont plus envie de participer ?
- Les citoyens apportent des savoirs complémentaires : ils peuvent apporter une vision, un regard et des savoirs. Le citoyen doit apporter un bouleversement avec un savoir dit « complémentaire ».
- Les élus eux aussi peuvent changer d'avis en chemin du projet ; Ils ne sont pas qu'en position de proposition, de validation.
- Expert et/ou citoyen ? On peut passer du temps à se poser ces questions mais il y a de nombreuses possibilités pour les acteurs de la participation : nous sommes tous des individus avec différentes facettes et niveaux d'expertise.
- La question de l'expertise dépend fortement des échelles : l'habitant est un expert de la proximité, mais pour des échelles plus larges il faut des experts professionnels et des élus qui arbitrent pour prendre une décision.

- Chaque projet doit partir d'un diagnostic des usages et d'une participation des habitants pour donner du sens. Il faut repositionner la place des habitants, leur redonner confiance en leur donnant une place d'acteur dans un projet.
- Qui initie et prend la décision à la fin ? Une expérience dans une commune montre que la plupart du foncier n'appartient pas à la ville mais aux bailleurs. On constate une difficulté à mettre en place un projet urbain avec un élu qui n'est pas forcément celui qui prend la décision car elle est partagée avec les bailleurs.
- Les démarches participatives impliquent d'être animées car elles permettent de faire tomber les idées reçues des uns et des autres (élu qui n'est plus que dans la décision, habitant qui va regarder l'élu autrement...). Les techniciens sont de plus en plus pointus sur les dossiers parce que les projets sont de plus en plus complexes et techniques. Cette complexité implique une volonté pédagogique encore plus forte.

3. Les **dispositifs d'action publique comme leviers à la participation** dans des cadres réglementaires sont mis en débat.

- Les Agenda 21 sont des cadres démocratiques où l'on se soucie de la manière dont les gens voudraient vivre dans le territoire, être mieux accueillis dans un service public... Dans la pratique, s'interroge t'on dans une démocratie de proximité au quotidien ?
- Nous avons des bilans à tirer des « conseils de développement » qui peuvent permettre à des citoyens de donner un avis sur un budget, avec des élus qui réintègrent dans le débat budgétaire ces avis lors des délibérations. Il en est de même dans les associations, comment écouter les adhérents, ce qu'ils ont à dire ? comment les faire participer à définir les grandes orientations ?
- On constate plus de consultation publique sur les ZAC. On constate aussi une grande difficulté de lisibilité des PLU et de compréhension pour les habitants. On ne donne plus la place qu'à la validation du projet en demandant les avis pour la forme. On n'écoute pas d'autres suggestions, d'autres démarches.

Restitution de l'atelier 2 en plénière et mise en débat

- Des constats
 - L'habitant peut être expert et l'expert peut être citoyen. Les individus sont multiples et peuvent endosser différents rôles
 - Un élu ne doit pas s'arrêter à l'apport des experts mais doit aller chercher une expertise citoyenne, celle des habitants. Il ne doit pas confondre son rôle d'élu et une position d'animateur de réunions...
 - Il faut arrêter d'entretenir la confusion sur les termes : démocratie participative, participation, concertation, co-production.../ habitant, citoyen, usager...
 - On constate un frottement des savoirs, une difficulté à faire le lien entre le regard du technicien et celui de l'habitant, qui ont des logiques différentes. D'où une difficulté à faire le passage entre les deux points de vue ou expertises.
 - On a besoin de temps dans une démarche participative, c'est un processus qui doit s'inscrire sur le temps long et implique une vraie permanence sur le terrain.
 - On ne doit pas mettre l'individu en situation de consommateur, ou lui donner le rôle de simple validation de projets politiques pré-pensés
 - Le citoyen est souvent davantage appelé pour un savoir complémentaire que pour bouleverser, refonder un projet (un citoyen accessoire ?)
 - Le secteur public n'est pas le seul concerné par la question de la participation : le privé et l'associatif le sont aussi.
 - Un constate une difficulté de lisibilité, de compréhension des programmes publics, des documents institutionnels pour les citoyens (ex : un PLU)
 - Les procédures institutionnelles de concertation font parfois plus marche arrière qu'elles ne progressent.

- Des Questions
 - Comment mobiliser les habitants, faire en sorte qu'ils se sentent experts, qu'ils acceptent cette compétence d'expertise ?
 - Y a-t-il une compétition entre expertise savante, expertise politique et expertise d'usage ?
 - Quelle est la place de chaque acteur ?
 - En quoi est-ce utile de faire appel aux habitants ? A quoi cela sert-il ?
 - Quelles dispositions prendre, quelles méthodes utiliser pour faire participer les habitants, chaque méthode impactant le type d'habitants mobilisés, de savoirs recueillis
 - Comment créer une vraie dynamique collective rassemblant l'ensemble des acteurs du territoire (dont les habitants), dans la co-construction ?
 - Quel partage du pouvoir de décision ?

- Qui initie la démocratie participative à la base ? Est-ce les élus qui font appel aux habitants ou est-ce à partir des initiatives des habitants eux-mêmes ?
- Des Propositions
 - Utiliser davantage de communication, de pédagogie
 - auprès des élus pour faire comprendre l'intérêt d'une démarche participative et de s'intéresser au point de vue des habitants.
 - auprès des habitants pour leur faire comprendre comment ils peuvent participer concrètement, et sur quels projets, ceci en s'appuyant sur des relais locaux (associations, professionnels) pour communiquer.
 - Mettre en place en amont de chaque projet :
 - un vote populaire pour valider les propositions
 - un diagnostic des usages, des besoins pour donner du sens au projet
 - Clarifier les rôles de chacun :
 - Les élus ne sont pas des animateurs de réunion,
 - Afficher les règles du jeu entre ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas
 - S'appuyer sur le réseau des associations existantes mais aussi renouveler le public invité à s'associer aux décisions
 - Des remarques
 - Les absents et les silencieux sont importants, il faut les prendre en compte. Les absents ont souvent des choses à dire plus importante que les présents.
 - La question est : qu'a-t-on à gagner dans ces démarches ?
 - Il y a des tensions réelles entre habitants et élus, s'il n'y a pas de mobilisation réelle et autonome des habitants, cela n'avancera pas.
 - Je voudrais revenir sur la question du vote populaire. Lorsqu'il y a une grande opération, immobilière, d'équipements, une opération qui va impacter un quartier, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas le soumettre à un vote. Dès lors que l'on demande aux citoyens et plus largement aux habitants, ça peut être l'occasion d'intégrer ceux qui ne sont pas citoyens, en leur donnant les moyens de s'interroger et ça permet de les motiver. Quand une opération s'installe à côté de chez eux, les gens réagissent, si l'action est loin, les gens ne se sentent pas concernés. Le vote peut permettre de mobiliser.

- Le vote c'est le mode de décision du pouvoir représentatif. Il y a d'autres formes de décision. Le vote, passant par une dimension majoritaire laisse de côté les minoritaires, on opère une soustraction. Si l'on se met dans le sens de l'addition, on voit que l'on s'enrichit. Ces lieux de débats pourraient être des modes de décision pour ne pas tomber dans des modes de décision classique. Je pense qu'il faut fondamentalement innover.
- Je suis d'accord avec le principe des additions mais par exemple, avec les ZAC, tout est dans le PLU. C'est dans ce sens que le vote citoyen permet une forme d'expression.
- Dans le grand projet de ville, ils ont cassé des immeubles mais il restait un immeuble où l'on a cassé deux ailes sur trois. Les gens ne voulaient pas partir et des arguments se sont érigés contre le projet municipal. Un comité d'associations de quartier a mis en place un vote consultatif avec les habitants en prenant en compte tout les cas de figure à savoir:
 - Soit on casse tout ;
 - Soit on ne casse rien ;
 - Soit on ne casse que les deux ailes.

À cette occasion, on s'est rendu compte que les gens parlaient entre eux. Spontanément les gens sont venus porter leur bulletin de vote dans l'urne, ça a été l'occasion d'une grande mobilisation, une mobilisation qui a fait reculer le projet.

- Le vote comme mobilisation urbaine je suis d'accord mais il ne faut pas considérer les yeux fermés la légitimité de ce vote. On revient sur le fait que ceux qui ne se sont pas exprimés ont parfois des choses à dire plus intéressantes que ceux qui parlent et c'est l'échec de la participation.
- Je réalise une thèse sur la place des habitants dans la Gestion Urbaine de Proximité. La place des habitants sur les quartiers Reynerie et Bellefontaine atteste d'une condition particulière. Il y a une distance, que certains voient comme une défiance. Mais, l'habitant a des choses à dire, donc la question se pose des modes de mobilisation, des conditions à mettre en place pour interpeller les gens, cela veut aussi dire qu'il faut aller à la rencontre des habitants.
- Il faut réfléchir aux méthodes pour faire venir les habitants. Il faut aussi demander à ces gens-là de nous inviter, et donnons la légitimité aux gens pour faire des choses. Il faut réinterroger les méthodes opératoires pour mobiliser les habitants. Comment va-t-on trouver des habitants qui ne sont pas visibles. Et comment leur donner confiance et leur donner une place. Il faut réinterroger les modes opératoires, car ils sont souvent non adaptés.

▪ **ATELIER 3 : Urbanisme participatif**

1. Il paraît nécessaire d'opérer un rappel des **quatre niveaux de participation** : l'information, la consultation, le diagnostic partagé (ou concertation), et la co-production et de la place des acteurs dans ces processus.

- La présence d'experts du côté des habitants mobilisés peut être une chose importante, c'est une forme de mélange des genres pour une intelligence collective.
- En matière de co-production, il faut tenir compte de l'échelle et du temps long du projet ; ce qui réduit les participants aux seuls « acteurs militants ». Par rapport à cette difficulté ne faudrait-il pas aller dans les lieux inhabituels et créer des événements pour pallier à une sous représentation de certains habitants ?
- Concernant les réunions du GPV, on constate qu'avant on ne voyait pas les urbanistes, alors que maintenant ils viennent et participent aux débats : c'est important qu'il y ait les 3 acteurs : élus, urbanistes et habitants. Cependant, on s'aperçoit que les habitants n'ont pas cette culture.
- Il y a un décalage entre « ce qui est mis par le haut et ce qui est mis depuis le bas ». Il faut que les décideurs aillent plus vers ce qui existe en dehors des temps de débat et s'intéressent autant aux questions économiques et sociales qu'au cadre de vie.
- Il y a un langage et des références propres aux urbanistes ne sont pas les mêmes pour les habitants.
- Les élus tiennent compte du calendrier électoral avant de lancer une « concertation ».

2. **Quelles méthodes** au service du projet participatif ?

- Le problème est toujours celui des méthodes et des objectifs ; en Aveyron les élus ont peu de projets politiques, et rares sont ceux qui savent à quoi sert un PLU. Ils manquent d'arguments pour le défendre.
- La volonté, même partagée n'est pas suffisante, et il faut que se mette en place un réseau d'expériences. Par exemple, nous pouvons citer le projet de « cœur de quartier » que l'on veut du côté des habitants comme du côté de la municipalité, mais pour lequel il manque de moyens, de compétences et de méthodes.
- Il faut adopter la méthode au type de secteur. Par exemple, à Ramonville, il y a 3 ans, un travail avait été fait en amont avec les services de la ville et les habitants concernés, sous forme d'ateliers.
- La mobilisation est délicate, par exemple, nous avons travaillé sur l'animation d'ateliers participatifs pendant deux mois dans une petite ville entre Toulouse et

Montauban, avec des supports volontairement simples, et on a constaté qu'une partie de la population était absente de ces réunions.

- Ce qui est important c'est l'adaptation de la méthode. Une démarche ne doit pas être figée au départ, elle peut s'adapter à condition d'avoir une ligne forte.
- Pour que cela marche, il faut plus que de l'information ; il faut que les gens soient attirés, et que ce soit attractif. Il faut que l'information soit donnée de façon claire et appropriable.
- Le travail sur le terrain permet de faire monter en connaissance et facilite la construction d'un projet ; il est important de mettre les élus dans un rôle de réflexion et non pas seulement de décideurs.
- Les ateliers actuels ne sont pas adaptés à tous et ceux qui viennent ne sont pas représentatifs. Les gens se retrouvent pour du concret, les outils à mettre en œuvre doivent être plus conviviaux, plus concrets.
- La place d'intermédiaires comme les bureaux d'études peut être importante. L'exemple des jeunes de cité à Cugnaux montre que le bureau d'études a rendu audible la demande faite par les jeunes aux élus depuis longtemps, et la réponse est venue rapidement, sans rencontre ni concertation, mais avec la médiation du bureau d'études et du travail de terrain.
- Il y a une différence entre ceux qui, parmi les élus, prennent plus ou moins de risques politiques pour enrichir le projet et les autres. Par exemple, l'élaboration d'un PLU dans le Lot, son ouverture a créé un appel d'air pour tous les lobbyings, chacun défendant son pré carré ; tout le monde a été entendu et la méthode a été trouvée. Mais lorsque la méthode n'est pas énoncée, le risque existe de ne pas pouvoir faire de choix.
- Quand on lance un projet, il faut prévenir que tout ne sera pas pris en compte. Les frustrations ne sont pas les mêmes si les élus sont débordés, ou s'ils font preuve de bonne volonté...
- Par expérience, avant chaque réunion il faut préciser aux acteurs les attentes vis-à-vis de la réunion, pour éviter certaines déceptions ; s'il s'agit de présenter un projet et de le faire valider, ou si c'est une autre démarche qui implique davantage la créativité des participants.

3. Une réflexion s'engage sur le fait que ce n'est pas au sein de réunions que les choses peuvent se passer, mais que c'est au sein d'autres contextes, qu'il faut d'autres initiatives...

- La mobilisation des associations et des habitants pour le cas de Varèse a permis à des associations de montrer les différents scénarios d'avenir. Il y a eu un vote auquel 60% des habitants ont participé. Cette mobilisation a favorisé un intérêt plus important pour un projet urbain « plus vaste ».

- On entend souvent : « les gens n'ont rien à dire ». On constate au contraire qu'il y a une multitude d'initiatives citoyennes comme à Bellefontaine où les gens prennent les choses en main.
 - Aux vues de l'expérience des 7 Deniers (Usine Job), on constate un mélange des genres plus qu'une injonction à la participation. Il y a eu des dispositifs de contestation, d'autres de construction ou de participation mais il est important que chacun puisse se mobiliser à son niveau, ne serait-ce qu'en venant juste prendre un pot.
 - Il existe des expériences faites dans d'autres pays, comme l'Autriche où les habitants votent sur des aménagements à l'échelle de petits territoires, et où il y a des budgets participatifs.
4. La question des étapes est importante, si l'on passe au stade des « démarches de production » et de « co-production », le degré d'investissement est différent, on est dans une démarche de projet, même utopique.
- Il est important que les élus acceptent l'idée que les habitants puissent dire des choses auxquelles ils n'avaient pas pensé, et qu'ils ne sont pas là seulement pour porter la contradiction.
 - Le plus souvent quand on projette un projet, on est dans des images de synthèse, plus que dans les maquettes. A Ramonville, le comité de suivi a présenté les deux scénarios et suscité des échanges sur cette base.
 - La municipalité veut réfléchir sur un projet de « cœur de village » et aimerait que les habitants comprennent et qu'ils participent.

Restitution de l'atelier 3 en plénière et mise en débat

Au sein de l'atelier, nous avons pu faire un certains constats :

- La participation est souvent réelle au stade du diagnostic, elle est beaucoup plus difficile lors de l'étape de la production.
- Au niveau des méthodes, elles doivent s'adapter en fonction du contexte sociologique, géographique... Les modes de participation se mettent en place et permettent à la majorité des personnes de s'impliquer, mais le contexte est important.

Nous avons ainsi soulevé des propositions :

- La formation aux démarches participatives, oui, mais avec quel type de formation ? Basé sur quels modes d'échanges ? Et quelles méthodes de travail ? Il y a des termes techniques qui pourraient frustrer les citoyens donc il faut être pédagogue si les mots sont justes, l'action est juste.
- La question des moyens techniques et financiers a également été soulevée, il n'y a pas de participation si on ne communique pas. Si l'on regarde le budget communication, il est toujours plus élevé que le budget participation alors que les habitants sont autant experts que les experts venus de l'extérieur.
- Les lieux de débats sont souvent des lieux de bagarres, d'affrontements. Il faudrait mettre en place des structures de traduction pour que l'on s'entende sur ce que l'on dit.
- Je pense que les professionnels n'ont pas à rougir et qu'ils ont des compétences. Je ne suis pas pour le « tout habitant », les habitants ont des capacités d'expertise mais les professionnels aussi.
- Une chose importante est le frottement des savoirs. Un savoir prend naissance dans un ensemble de savoirs. Les savoirs se relativisent mutuellement.
- Autre chose importante c'est le moment de l'expertise. Elle doit arriver dans l'idéal suite à un débat pour visualiser ensemble quelles sont les nécessités d'expertise.
- Ces expertises n'ont pas de sens si on les fait tout seul. Le professionnel de terrain, l'habitant, voit des choses que l'architecte seul ne voit pas. L'architecte ne voit parfois que la technicité. La complémentarité se compense et s'ajoute. Petit à petit notre expertise grandit au contact des autres.

- Je suis d'accord avec les deux propositions issues de cet atelier. Par rapport à la question du financement de la communication, mettre le paquet sur la communication c'est parfois utile car cela joue en rôle dans l'appropriation. Je ne comprends pas pourquoi il faudrait que la concertation soit plus importante que la communication, car la communication joue un rôle important.
- Quel niveau, quel intérêt a-t-on à consulter les habitants ? Pour mettre un curseur et choisir quel poids doit-on donner à quoi ? Il y a une vraie attente démocratique du politique mais aussi de la population il faut juste savoir comment faire pour que cela se croise.
- C'est difficile d'en parler tant qu'on ne l'a pas vécu. J'ai travaillé sur le tramway d'Aubagne où le maire était convaincu par notre approche. Il y a des tas d'endroits où cela se passe dans de bonnes conditions.
- Le thème de l'atelier est très important. J'ai entamé une délégation des « éco quartiers ». Un « éco quartier » c'est assez simple si l'on s'en tient à la dimension technique. La question à se poser c'est comment les gens vont s'emparer du quartier, en partant de là, il faut travailler différemment en introduisant de la concertation. Il y a des élus d'un côté et les riverains de l'autre, mais dans ce cas de figure on est sur de la concertation classique où l'on essaye de négocier.
C'est ce que l'on essaie de faire pour le quartier de la Salade et de la Cartoucherie, avec des ateliers mettant autour de la table des acteurs différents.
Par exemple sur le quartier de la Salade, nous allons essayer de travailler avec les futurs habitants, c'est dur car on ne les connaît pas. On essaye quelque chose qui est une piste, et que l'on va creuser. Il y a aussi les questionnements autour de l'habitat coopératif ou de l'achat groupé, nous voulons que le futur habitant qui va arriver dans le quartier plus tard puisse s'approprier ce que l'on a fait. Plutôt que de penser comment il doit être vécu, il faut partir des modes de vie à partir de la parole citoyenne. Les riverains sont des experts à un niveau équivalent des autres.
- Vauban est un « éco quartier » qui s'est construit sur une contestation. Nous, élus, devons partir de cette graine citoyenne qui sera forcément une épine dans notre pied si l'on ne s'en occupe pas, mais qui fait que l'on avance en prenant en compte cette dimension.
- Je crois qu'au niveau de l'urbanisme participatif, il y a des niveaux différents entre la Cartoucherie où l'on part de rien et le Mirail où il existe des choses.

Il est très dur de mobiliser les habitants. Il y a une envie forte sur le quartier et nous avons une approche différente. Parfois, on fait trop de concertation, trop de réunions. Quand il y a quatre ou cinq sollicitations par mois, ce n'est plus une source de richesses.

- Les propositions ne sont pas toujours les mêmes, la question de l'usager et très peu abordée. Le rapport LEXTRAIT⁵ commandé par le gouvernement en 2000 sur les friches culturelles en fait état.

⁵ Rendu public, le 19 juin 2001, le rapport intitulé "Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaires...Une nouvelle époque de l'action culturelle", rédigé par Fabrice Lextrait, ancien administrateur de la friche marseillaise "La Belle de Mai", à la commande du secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle en 2000, pointe les fondements communs et les différences de plus d'une trentaine d'espaces culturels en France.

▪ **ATELIER 4 : Les échelles de la participation**

1. Les **échelles de la participation** renvoient à deux dimensions de la notion d'échelle :
 - L'échelle au sens géographique
 - L'échelle au sens des différents niveaux de participation
 - Information
 - Consultation
 - Concertation
 - Co-production
 - Il y a une ambiguïté sur la « participation » :
 - Concernant les termes
 - Concernant les pratiques

2. Les **échelles de la participation** au sens géographique renvoient au territoire pertinent pour la participation :
 - La mobilisation est plus difficile dans le rural que dans l'urbain, car ce sont parfois des territoires plus diffus. Par exemple, la mobilisation est plus facile dans les cités HLM que dans le rural. Et contrairement à une opinion répandue les problèmes ne sont pas moins graves (solitude, précarité, isolement...)
 - On constate qu'il reste difficile de mobiliser les habitants sur les territoires diffus mais à l'inverse, l'expérience et l'échelle des communautés de communes attestent d'une bonne mobilisation des élus.
 - La question des échelles est posée sous le prisme de la représentativité. Qu'il s'agisse d'échelles restreintes (quartier), d'échelles de projets de territoire, dans tous les cas se pose la question de la représentativité des participants.
 - Il faut pouvoir trouver la bonne échelle entre le niveau préférentiel (quartier) et le niveau décisionnel (métropole, pays), pour associer les habitants à des décisions plus politiques.

3. Où se situe la participation ? Y a-t-il un constat de crise démocratique ?
 - Souvent, la concertation est organisée via les institutions municipales. Dans ce contexte, quand la démocratie part-elle du terrain ?
 - Les médias ont une influence forte qui tend à renforcer le repli sur soi, ainsi, il faut faire attention aux programmes télévisés concernant l'organisation de débat.
 - Une expérience dans le Gers, relate une démarche de démocratie participative organisée par le biais de l'Agenda 21, de réunions publiques, d'accueil des citoyens,

dans le cadre du renouvellement du PDU et du PADD. Dans ce contexte, c'est la municipalité qui mobilise. A côté de ces initiatives, quelques actions « spontanées » sont identifiées, comme une association qui organise une balade citoyenne dans le Lot et réussit à mobiliser entre 200 et 300 personnes.

- Les formes de luttes des années 90 sont innovantes – revendications de droit au revenu, au logement, etc.- La participation est alors un socle politique de rassemblement. Il faut redonner toute leur place aux mobilisations citoyennes spontanées.
- Il faut organiser d'autres modalités de prise de décision. Sur la durée, on constate qu'il n'y a pas de participation spontanée, mais cette mobilisation existe en période électorale ou en période de crise. Dans ce cadre, on vient participer en tant qu'individu, on construit quelque chose qui n'est pas pré-établi : pas de programme politique électoral. Le contenu s'élabore pendant la campagne, avec des réunions.
- On remarque un processus descendant : si des gens s'organisent, c'est une forme de lutte, pas de la participation, ce n'est pas un processus démocratique.
- On note une inquiétude sur les modalités de la participation. Elle reste à un niveau relativement bas, c'est une forme de perversion du système. Le peuple est dessaisit du pouvoir et il faut décider et arrêter la participation. À quel niveau s'arrête la vraie participation ?
- Il y a une participation ascendante et descendante.
 - Si elle est descendante, elle est conceptualisée comme participation
 - Si elle est ascendante elle est vue comme une revendication
- L'aspect participatif disparaît avec l'institutionnalisation, il faut être vigilant à ne pas institutionnaliser la participation, qui renvoie à la démocratie d'opinion. Pour reprendre l'exemple des « Motivé-e-s », la mobilisation vient de la perspective des élections de 2001. Il s'agissait de provoquer quelque chose sur la ville, de mobiliser des gens éloignés de la vie politique.
- On constate un désengagement de l'Etat dans les actions en direction des jeunes, alors que cela concerne tout un collectif, dans sa globalité.
- Il est nécessaire de réfléchir à la crise démocratique, pas seulement d'améliorer les pratiques.
- À grande échelle, la représentativité est plus problématique, car elle passe par des formes d'institutionnalisation.

4. Quel rôle pour la vie associative dans la structuration du « diffus » ?

- Il faut souligner l'importance des actions citoyennes et associatives. Par exemple, dans le cadre de la fermeture d'école. Les écoles mobilisent par la relation affective que l'on entretient entre les individus, la mobilisation se fait lorsqu'un danger ou un problème est identifié.

- Les jardins familiaux formalisent des lieux du lien social, de relations entre anciens et jeunes.
- Il faut une dimension de la pratique de la participation : Les associations font la transmission des préoccupations individuelles en question collective. Par exemple, nous pouvons citer les jardins collectifs éphémères de Paris, la ville ayant prévu des espaces ouverts aux initiatives.
- En quoi les jardins collectifs peuvent-ils permettre de faire passer à l'échelle supérieure une réflexion sur les espaces verts dans la ville ? ce peut être par le biais d'une association de « spécialistes ».
- Une autre approche peut être envisagée, celle du plaisir d'être ensemble, du côté ludique, sensible pour construire un projet collectivement.

5. **Quels moyens au service de la prise en compte de la parole de chacun ?** Dispositifs d'éducation populaire ; valorisation de l'engagement du citoyen, tirage au sort...

- Les participants sont souvent toujours les mêmes, c'est un problème récurrent.
- Faut-il identifier une échelle optimale de la démocratie ?
- Tout le monde ne peut pas participer tout le temps : le problème n'est pas celui de la méthode, mais celui de l'intérêt.
- Les budgets participatifs sont quasi inexistants en France – alors qu'ils sont forts en Amérique latine (Porto Allègre) – Ils permettent le vote sur les investissements, les équipements collectifs...
- Il est nécessaire d'instaurer une éducation à la participation, à l'école – par une contribution des enfants -
- La participation atteste d'une injonction paradoxale. Elle est limitée à l'expertise d'usage et c'est un effet pervers. Il faut dépasser le diagnostic, et l'expertise d'usage.

Restitution de l'atelier 4 en plénière et mise en débat

Nous avons formulé un constat général : il y a une ambiguïté sur « la participation », sur les échelles de la participation. Il existe les échelles géographiques, elles prennent sens différemment suivant les niveaux dans lesquels elles se situent : de la cage d'escalier à la région.

Suivant les niveaux, on se retrouve dans des contextes différents. À un niveau plus global, la participation ne peut pas éviter de s'institutionnaliser ?

Sur ce constat, nous avons formulé des propositions :

- Il faut consulter les habitants au-delà de leur expertise d'usage. Ils connaissent leur quartier mais comment faire pour qu'ils s'expriment au travers de niveaux plus importants et sortir de l'institutionnalisation.
 - Il faut oeuvrer sur la formation et l'information
-
- Comment arrive-t-on à créer un mouvement avec une proposition qui n'est qu'institutionnelle. Comment arriver à redonner de la puissance à la société civile. Une expression portée par des gens de tous horizons, du rural comme urbain. Une autre question est celle de la lutte contre la propagande télévisuelle qui donne à voir que ça ne vaut pas le coup de se réunir et de s'engager.
-
- L'Agenda 21 peut-être une porte d'entrée sur les territoires et sur une implication citoyenne pour penser l'avenir de sa région. Mais conduire une véritable concertation est une tâche délicate.
-
- Il y a la propagande de TF1. Nous devons oeuvrer dans l'éducation des enfants pour les former et les préparer à l'action collective.
-
- J'ai l'impression que l'on prend des extrêmes, l'urbain, le rural, au milieu il y a aussi des lotissements, dans tous les cas, dans tous les espaces, le citoyen est difficilement mobilisable.
-
- J'ai une proposition, c'est celle de rouvrir les bistrotts de campagne.
-
- Nous n'avons plus le droit, il faut 10 000 habitants pour avoir une licence IV.
-
- J'éprouve une inquiétude : nous avons les comités de quartier qui traitent des affaires du quartier. Mais plus on monte dans la hiérarchie du pouvoir, plus on a des enjeux importants. Et plus on va vers une démocratie déléguée. Une de mes craintes, c'est que l'on demande seulement l'avis des habitants pour les questions de proximité (propreté,

bruit, etc) et que les grandes décisions qui engagent vraiment l'avenir de l'agglomération soient prises par une minorité d'élus cooptés par leurs pairs. Il n'est par exemple pas normal que les décideurs de la communauté urbaine (qui dispose de toujours plus de compétences et de moyens) ne soient pas élus directement par les citoyens. Dans ce cas là il ne s'agit pas de démocratie participative mais bien des carences de la démocratie représentative.

- Dans les échelles de la participation, il a l'échelle de « l'appréhension physique ». D'abord, si on ne commence pas par l'appréhension physique, les autres échelles ne marchent pas. Il y a des échelles qui d'abord se ressentent en pratiquant le territoire. Pour moi, c'est la première échelle. Il est un concept de territoire que l'on doit toucher, territoire que l'on touche du doigt que l'on vie, que l'on ressent.

- À petite échelle, on n'a pas besoin de voter. Plus on élève les échelles et plus on a besoin d'arbitrages d'intérêt public. La question des échelles, nous en faisons ici l'expérience : quand on réunit des personnes on est sur du « micro » mais on peut développer une échelle plus importante. Par contre si l'on se place au regard d'un projet, on place les gens les uns par rapport aux autres, on conçoit un espace social. Cela renvoie à la question des échelles.

- La RATP a mis en place une action, une plate-forme dans laquelle les usagers peuvent donner leur avis. Quand la même remarque est faite trois fois, la RATP doit répondre, si la requête est faite un certain nombre de fois, elle doit agir.

- Sur la question de l'échelle géographique, on a l'exemple d'un quartier où les habitants ne supportaient plus d'avoir des poubelles devant leur entrée. On peut leur dire, on va faire quelque chose pour les poubelles, mais en face, certains acteurs vont mettre en avant d'autres arguments au ramassage des déchets. Alors que si l'on se dit : on réfléchit ensemble et chaque partie fait valoir ses idées, on interroge directement les parties prenantes.

- Ce qui me frappe, c'est le décalage entre le niveau de décision et la mobilisation des habitants. Ce qui est compliqué, c'est que les échelles de décision sont de plus en plus hautes et cela devient très complexe pour les habitants.

- Pour vous faire part d'une expérience que j'ai vécue en milieu rural, c'est un projet qui part d'une association d'éducation populaire et qui a été relayée par 37 élus ruraux. La question était « comment préparer à la prise la parole au-delà du petit groupe ». Nous avons fait des stages en amont, embauché des jeunes en formation. À partir de là, 70 personnes ont été écoutées, et nous avons mis en place une restitution des thématiques

fortes en 1h 30 par les habitants. Ce travail a permis d'agir sur l'aisance et la prise de parole. C'est une expérience développée en milieu rural mais qui peut être transférée en ville.

- Sur les questions de participation, la question politique demeure essentielle. Il y a des cas où il n'y a pas de volonté politique, et des cas où la volonté relève plus d'un effet d'annonce.

Clôture de la journée par Gérard Gasselin

Pour conclure je voudrais remercier tous les participants d'être venus, et d'avoir apporté leur contribution. Je ne suis pas sûr que l'on ait complètement répondu à la question initiale « quelle place pour les initiatives citoyennes en Midi Pyrénées ? » mais il me semble que des pistes d'actions et de réflexions ont été proposées au sein des ateliers.

Nous avons au moins soulevé quelques questions, abordé quelques pistes de réponses. Mais il reste un vaste chantier. Et l'enjeu est rien de moins que l'avenir de la démocratie. Cela mérite sans doute que l'on se revoie... Merci et à bientôt.

Annexe : Liste des participants

Nom	Prénom	Organisme	Adresse e-mail
Abeltan	Fatima	Reynerie Service	f.abeltan@orange.fr
Amoroso	Loic	UTM	amoroso.loic@yahoo.fr
Antoine	Jean François	mairie de Toulouse DGDUD	jean-francois.antoine@mairie-toulouse.fr
Arpin	Pierre Jean	Sicoval	pj.arpin@sicoval.fr
Aventin	Catherine	BazarUrbain	bazarurbain@gmail.com
Barbau	Régis	RISA	barbau.regis@yahoo.fr
Becherif	Naïla	les amis d'Averroès	lesamisdaverroes@yahoo.fr
Bernet Rollande	Gertrude	centre social CAF	gertrude.bernet-rollande@caftoulouse.cnafmail.fr
Beugné	Richard	Mairie de Labège	
Bize	Mathieu	habitant	bizmat@free.fr
Blanc		mairie de Saix	mairie@ville-saix.fr
Bloch	Williams	Avant-Mardi	direction@avant-mardi.com
Bouderbala	Hédi	les amis d'Averroès	lesamisdaverroes@yahoo.fr
Bouderbala	Roselaine	les amis d'Averroès	lesamisdaverroes@yahoo.fr
Boutes	Anne	CREVIF	crevifadm@gmail.com
Broca	Guillaume	Reynerie Service	
Brouillet	Audrey	étudiante	audrey.brouillet@wanadoo.fr
Brunet	Bernard	Scop Sapie	bbrunet@sapie.com
Bui	To-Uyen	doctorante LRA	bui.to-uyen@toulouse.archi.fr
Chapel	Enrico	ENSA	enrico.chapel@neuf.fr
Cheyroux	Françoise	Grand Toulouse	
Collin	Jenny	RESSOURCES ET TERRITOIRES	infodoc@ressources-territoires.com
Cometti	Edwige	Kaleïsens	kaleisens@yahoo.fr
Curé	Sylvie	CAUE Aveyron	s.cure-12@caue-mp.fr
Dangla	Hervé		herve.dangla@club-internet.fr
Dedebat	Nicole	mairie de Toulouse	secretariat.dedebat@mairie-toulouse.fr
Dejean Dupèbe	Chantal	mairie de Auch	chantaldejean@orange.fr
Delorde	Jean Marie		jmdelorde@hotmail.fr
Drijard	Guillaume	AERA	
Dulau	Aurélie	Architecture, Design Urbain & Paysages	a.dulau@voila.fr

Emery	Françoise	Sicoval	francoise.emery@sicoval.fr
Fages	Marie Laure	mairie de Toulouse	marie-laure.fages@mairie-toulouse.fr
Falcon	Ilda	AERA	
Fayolle Lussac	Anne	Ebullition	ebullition@voila.fr
Floyd	Poppy	Nakamaa	
Folch	Michel	Comité de Quartier 7 Deniers	
Gasselin	Gérard	solidarité villes	solidaritevilles@yahoo.fr
Gaudibert	Françoise	ENSA Toulouse	francoise-gaudibert@wanadoo.fr
Godec	Régis	mairie de Toulouse	regis.godec@mairie-toulouse.fr
Gouty	Nadège	Coop'Conseil	nadegegouty@hotmail.fr
Grand	Patricia	AERA	
Grandin	Jean	La jeune pousse	jean-grandin@orange.fr
Gruet	Stéphane	AERA	st.gruet-aera@cmaville.org
Guiochet	Marc	Artzimut	mguiochet@orange.fr
Handschutter	Sophie	Mairie de Cugnaux	sophie.hands@laposte.net
Hannoyer	François	Adels	territoires@adels.org
Henne	Pascale	DREAL Midi Pyrénées	pascale.henne@developpement-durable.gouv.fr
Hilt	Martine	Caf du Lot	
Izrine	Jean marc	Reynerie Service	
Jacquemin	Claire	Cerises	klajak@hotmail.com
Jarry	Pascal	Mairie de Toulouse	pascal.jarry@marie-toulouse.fr
Juan-Glenat	Florence	kaleïsens	kaleisens@yahoo.fr
Lafforgue	Julie	solidarité villes	solidaritevilles@yahoo.fr
Lagrange	Daniel	bleue comme une orange	contact@beco.fr
Lanusse	Benoit	Grand Toulouse	benoit.lanusse@grandtoulouse.fr
Lapeyre	Françoise	Mairie de Labège	lapeyre.labege@wanadoo.fr
Laplagne	Michelle	Communauté d'agglomération du Grand Tarbes	michellel@legrandtarbes.fr
Larvol	Gwenaëlle	bruit du frigo	contact@bruitdufrigo.com
Lebrun	Nathalie	GPV	nathalie.le.brun@mairie-toulouse.fr
Loizeau	Emilie	communauté urbaine du Grand Toulouse	emilie.loizeau@grandtoulouse.fr
Lorédo	Jean Pierre	Caf du Lot	jean-pierre.loredo@cafcahors.cnafmail.fr
Maguin	Fabien	Motivé-e-s	fabien@motive-e-s.org

Mahey	Pierre	Arpenteurs	pierre@arpenteurs.fr
Martin	Marcel	Comité de Quartier 7 Deniers	portabas@wanadoo.fr
Mendibure	Carine	Ecole de la Croix Rouge	c.mendibure@croix-rouge-irfss.com
Montagne	Michel	CPCA	michel.montagne@cpc.a.asso.fr
Montagne	SANDRINE	CG 81	sandrine.montagne@cg81.fr
Mortier	Brigitte	DREAL Midi Pyrénées	brigitte.mortier@developpement-durable.gouv.fr
Navarro	Chloé	La jeune pousse	chloe.navarro@neuf.fr
Paquereau	Eliane	Entr'act	tillane@hotmail.fr
Paredes	Anne cécile	bruit du frigo	contact@bruitdufrigo.com
Pariente	Sarah	AUAT	spariente@auat-toulouse.org
Péré	Anne	Apump	a.pere@urbane.fr
Pons	Elisabeth	mairie de Toulouse	elisabeth.pons@marie-toulouse.fr
Puech	Florence		flopuech@hotmail.fr
Puel	Bertrand	Unis-cité	bertpuel@orange.fr
Roca D'huyteza	Pierre		pierre.roca.dhuyteza@dunvillealautre.fr
Rodriguez	Cécile	Sicoval	cecile.rodriguez@sicoval.fr
Rossard	Pascale	APUMP	pascale.rossard@apump.org
Sadokh	Corinne	solidarité villes	corinne.sadokh@free.fr
Sayons	Arnaud	mairie de Toulouse DGDUD	arnaud.sayons@mairie-toulouse.fr
Schneider	?	alliances et cultures	joellebertrand@sfr.fr
Sonnendrucker	Christophe	mairie de Gratentour	csonnendrucker@neuf.fr
Soulagnet	Marina	mairie de Toulouse DGDUD	marina.soulagnet@mairie-toulouse.fr
Teyssedre	Emilie	Gestion locale	emili_teyssedre@msn.com
Theis	Ivan	SCHS mairie de Toulouse	Ivan.theis@mairie-toulouse.fr
Thomas	Michel	Mairie de Saix	mairie@ville-saix.fr
Torres	Jacques	Mairie de Toulouse - GPV	jacques.torres@mairie-toulouse.fr
Verdier	Anne Lise		verdier.annelise@yahoo.fr
Vion	Mireille	Mairie de Toulouse - GPV	mireille.vion@mairie-toulouse.fr
Zussy-Stirer	Aurélie	Coop'Conseil	a.zussy.stirer@coopconseil.com

